

# Nouveau désordre, transition géopolitique et militarisation de l'Europe

samedi 26 avril 2025, par [PASTOR Jaime](#)

La nouvelle ère que le bloc réactionnaire regroupé autour de Trump aspire à imposer à l'échelle mondiale vient de commencer, mais nous voyons déjà apparaître les contradictions et les résistances provenant de différents horizons qui s'opposent à ce projet. Je tenterai dans cet article de souligner certaines des caractéristiques de ce moment historique avant d'aborder ses implications pour l'Europe.

## Sommaire

- [D'un moment réactionnaire \(...\)](#)
- [Le réarmement du pilier \(...\)](#)
- [Quelle sécurité, quelle \(...\)](#)

La tendance fondamentale qui caractérise cette période sur le plan politico-idéologique à l'échelle internationale est la montée d'un autoritarisme réactionnaire, qui a pour référence un « fascisme de la fin des temps » (Klein et Taylor, 2025), avec à sa tête Trump et ses technocraties oligarques intellectuels (Morozov, 2025) et qui trouve son expression extrême dans l'État génocidaire d'Israël dirigé par Netanyahu. Ce phénomène s'inscrit dans le cadre d'une polycrise mondiale – un ensemble de crises interdépendantes, parmi lesquelles la crise climatique et écosociale occupe une place prépondérante – qui, dans le cadre de la présente analyse, remet en question la mondialisation capitaliste néolibérale et le système hiérarchique impérial qui prévaut depuis la chute de l'URSS.

En réalité, comme l'ont déjà analysé Arrighi et Silver [1], Günder Frank ou Wallerstein, entre autres, la tendance au déclin de l'hégémonie américaine qui se manifeste aujourd'hui avec force dans le cadre de la polycrise actuelle est ancienne. Eux tous plaçaient cette tendance dans la transition entre le XX<sup>e</sup> et le XXI<sup>e</sup> siècle et, plus précisément, dans les changements qui s'opéraient dans l'économie mondiale – surtout avec l'essor que connaissaient la Chine et l'Asie du sud-est – ainsi que dans les conséquences de l'énorme échec des guerres menées par les États-Unis en Irak et en Afghanistan et de leur crise d'hyperextension stratégique.

Après la Grande Récession de 2008 et la crise sanitaire de 2020, ces changements géopolitiques se sont en outre développés dans le contexte de la crise d'un capitalisme numérique largement financiarisé qui, malgré les progrès technologiques et le niveau extrêmement élevé d'exploitation, s'approprie et domine la majorité de l'humanité et la planète Terre, ne parvient pas à créer les conditions nécessaires pour sortir de la longue période de stagnation qui a débuté à la fin des années 70 du siècle dernier.

## D'un moment réactionnaire à une nouvelle ère mondiale

Dans ce contexte général de transformation qualitative du type de capitalisme tel que nous le connaissons jusqu'à présent (Velásquez, 2025) et de crise de la gouvernance mondiale, l'épuisement des démocraties libérales, le déclin des « néolibéralisme progressistes » et l'échec qui a sanctionné le cycle du passage au pouvoir de différentes gauches (symbolisé

principalement dans le cadre européen par la défaite subie en Grèce en 2015) ont ouvert la voie à la consolidation d'une extrême droite internationale qui conquiert l'hégémonie politico-culturelle grâce à une alliance de différentes forces sociales – allant de fractions de l'oligarchie à des secteurs populaires autochtones – autour de différentes versions d'un ethno-nationalisme xénophobe, antiféministe et négationniste de la crise climatique.

Ce dernier point se retrouve aujourd'hui principalement dans la grande puissance américaine, déjà vieillissante, avec la constitution d'un bloc où convergent les « intellectuels » technocratiques, le capital fossile et les secteurs de la classe moyenne et ouvrière blanche. C'est ainsi qu'est arrivé au pouvoir un suprémacisme blanc, oligarchique et protectionniste, prêt à mener à bien son projet MAGA face à ce qui, selon l'expression de son aile la plus millénariste, suppose l'entrée dans une phase apocalyptique où l'urgence est de construire, ce que dénoncent aussi Klein et Taylor (2025), une « nation retranchée » prête à s'assurer toutes les ressources nécessaires – et de plus en plus rares – pour survivre au cataclysme imminent.

C'est dans ce contexte général qu'il faut comprendre le revirement de Trump en matière de politique étrangère, tant sur le plan commercial – comme nous le voyons avec la guerre des droits de douane, en particulier avec la Chine, qui est en train de se retourner contre les États-Unis (Katz, 2025) – que sur le plan géopolitique. Sur ce front, d'une part, il tente une nouvelle expansion impériale (Groenland, canal de Panama...) et, d'autre part, il neutralise son vieil ennemi russe autour de la guerre en Ukraine grâce à un accord avec Poutine, avec lequel il ne cache pas ses affinités idéologiques. Sur ces deux plans, ce revirement implique également un changement dans les relations avec l'UE, même si l'on ne sait pas encore quelle sera son ampleur, notamment en ce qui concerne l'OTAN et la présence militaire américaine sur le territoire européen.

## **Le réarmement du pilier européen de l'OTAN**

S'il faut rappeler que le monopole systématique exercé sur le concept d'Europe par une UE divisée et dont le moteur allemand est en déclin reste abusif et sert les intérêts de l'ancien eurocentrisme occidental, il semble évident que ses élites tirent aujourd'hui parti de l'alibi que leur offre Trump pour redynamiser leur projet fallacieusement qualifié d'« autonomie stratégique ». Elles aspirent ainsi à freiner leur perte croissante de centralité à l'échelle mondiale en redéfinissant leur rôle dans le domaine économique et commercial en l'associant étroitement au domaine militaire, comme le confirme le Livre blanc sur la défense (Jaén, 2025).

Ce plan comprend un budget de 800 milliards d'euros (dont 150 milliards seront obtenus sur le marché des capitaux) jusqu'en 2030 (avec un maximum de 1,5 % par an), qui permet aux États de contourner les règles du déficit budgétaire et qui profitera en outre principalement à l'industrie militaire américaine. Un plan qui n'est d'ailleurs pas présenté comme incompatible avec la participation à l'OTAN – qui est d'ailleurs citée 25 fois dans ce document –, bien au contraire.

En réalité, cela aboutira donc à un renforcement du pilier européen de l'OTAN. Une alliance militaire qui, ne l'oublions pas, continue d'accorder une importance stratégique aux « menaces » provenant de la frange sud, c'est-à-dire de l'Afrique, où, outre la persistance du rôle traditionnel de l'impérialisme français, une concurrence intense se développe déjà pour le pillage des minerais clés, en particulier avec la Chine, considérée comme un « rival systémique » par les États-Unis et l'OTAN.

Pour justifier ce bond en avant dans leur militarisation, les élites européennes ont définitivement choisi de considérer la Russie comme une « menace existentielle » pour les « valeurs démocratiques » qu'elles prétendent défendre, alors qu'elles-mêmes ne cessent de les bafouer chaque jour qui passe. En témoignent clairement leur complicité dans le génocide israélien contre le peuple palestinien (comme nous le voyons également dans le cas espagnol, avec les contrats du gouvernement avec des entreprises israéliennes [2]) et la mise en œuvre d'une politique migratoire raciste qui viole des droits fondamentaux tels que le droit d'asile. À tout cela s'ajoute la criminalisation croissante des protestations de nombreux mouvements sociaux, comme nous le voyons dans le cas espagnol avec le harcèlement visant la solidarité avec la Palestine ou la répression et l'emprisonnement d'activistes antifascistes (comme les 6 de Saragosse) et de travailleurs en grève (comme les 6 de la Suiza).

De plus, l'utilisation du terme « réarmement » est un exemple flagrant de novlangue, car ces élites veulent donner l'impression que « l'Europe » n'est pas armée alors qu'en réalité, comme le rappelle Gilbert Achcar, « l'Union européenne a plus de trois fois la population, plus de dix fois l'économie et trois fois les dépenses militaires, en incluant le Royaume-Uni, que la Russie — malgré le fait que la Russie soit directement impliquée dans une guerre à grande échelle et donc au maximum de ses capacités, contrairement à l'Europe. Dans ces conditions, il serait absurde d'envisager sérieusement une invasion russe de l'Europe » (Desnos, 2025).

Si l'argument idéologique, pas plus que l'argument purement militaire, ne tient pas la route, d'autres raisons de poids peuvent être ajoutées pour rejeter la thèse selon laquelle la Russie constituerait une « menace existentielle » pour l'UE. Premièrement, parce que la principale menace pour cette « Europe » se trouve à l'intérieur, dans la montée d'une extrême droite réactionnaire qui, dans les prochaines années, pourrait arriver au pouvoir dans des pays clés comme la France et l'Allemagne et qui, d'ailleurs, bénéficierait de façon certaine du soutien de Trump ; deuxièmement, parce que le bilan, plus de trois ans après l'invasion injustifiée de l'Ukraine, montre que la Russie n'a pas été capable d'occuper plus de 20 % de son territoire, et qu'il est donc difficile de croire qu'elle pourrait se lancer dans de nouvelles aventures militaires dans d'autres pays de son front occidental. En ce qui concerne ces derniers, il est évident qu'elle est prête à recourir à différents moyens de pression afin de pouvoir compter sur des « régimes amis », comme c'est déjà le cas de la Hongrie, mais ce n'est pas en militarisant davantage les pays voisins que cette guerre hybride sera neutralisée.

Il semble toutefois clair que Poutine serait prêt à profiter de la fenêtre d'opportunité que lui a offerte Trump pour parvenir à une reconnaissance mutuelle de leurs sphères d'influence (toi l'Ukraine, moi le Groenland, le canal de Panama et mes États « vassaux »...) ce qui, ne nous leurrons pas, aboutirait finalement à l'accepter une UE où ses alliés idéologiques continueraient de se multiplier. C'est dans ce sens que vont certaines des réflexions des idéologues proches de Poutine, davantage intéressés à diriger leur expansionnisme vers leur « étranger proche » dans l'espace eurasiatique [3].

Car, comme le souligne Hélène Richard :

*« Les risques pris par Moscou pour maintenir Kiev de force dans son orbite ne sont pas comparables à ceux qu'elle devrait prendre pour y faire entrer d'autres pays, même ceux qui abritent des minorités russophones, comme la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie. Car même si l'on admettait que Moscou est en proie à une soif insatiable de territoires, elle aurait bien du mal à la satisfaire. Attaquer les États baltes reviendrait à s'affronter une coalition otanienne*

*dans laquelle pourraient entrer une trentaine de pays européens, sans compter les États-Unis » (Richard, 2025 : 13).*

Enfin, n'oublions pas que, contrairement à la défunte URSS, la Russie est aujourd'hui une formation sociale capitaliste aux traits distincts de ceux de l'Occident, mais dont celui-ci est dépendant pour des matières premières essentielles, comme l'a démontré l'échec de la politique de sanctions qui a été mise en place après le début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022.

Ce qui est indéniable, c'est que la Russie de Poutine a un projet nationaliste « grand russe » qui constitue une menace existentielle pour l'Ukraine. Il est donc légitime de soutenir le peuple ukrainien dans sa juste résistance – et, au sein de celui-ci, les secteurs de gauche qui critiquent les politiques néolibérales et pro-atlantistes de Zelenski – face à l'occupation russe, ainsi que dans sa revendication d'une paix juste et durable qui ne conduise pas au partage de ses terres et de ses ressources entre Poutine et Trump.

Mais cela n'impose pas d'utiliser cette guerre comme alibi pour un « réarmement » qui s'annonce d'ailleurs ouvertement offensif, car cela reviendrait à entrer dans une nouvelle phase de la course aux armements (y compris aux armes nucléaires, comme le réclame déjà la Pologne face à la puissance qui dispose du plus grand arsenal nucléaire), avec le risque de provoquer une escalade dans une guerre qui serait alors directement interimpérialiste.

Le plan ReArm Europe n'a donc pour seul sens que de contribuer à imposer un bond en avant dans le renforcement de l'UE en tant que bloc impérialiste, afin de lui permettre de retrouver son rôle de premier plan dans la concurrence interimpérialiste croissante à l'échelle mondiale pour le contrôle des ressources rares et le pillage des biens communs, tant au Nord qu'au Sud. Il s'agit, en résumé, de mettre en place un eurokeynésianisme militaire comme nouvelle version de la doctrine du choc, qui non seulement ne contribuerait pas à sortir de la crise de rentabilité du capitalisme (Roberts, 2025), mais surtout se ferait au détriment de la lutte la plus nécessaire et la plus urgente contre la crise climatique, ainsi que des acquis sociaux, culturels et démocratiques qui ne nous ont pas encore été arrachés au terme du long cycle néolibéral. Un scénario qui serait sans aucun doute encore plus favorable à la montée de l'extrême droite dans nos propres pays et au « changement de régime » préconisé par J. D. Vance lors du sommet de Munich.

## **Quelle sécurité, quelle défense ?**

Il est donc urgent de réfuter le discours militariste, sécuritaire et raciste sur la sécurité prôné par les élites européennes, ainsi que leur culture de la peur – avec la mise au pas sociale qui l'accompagne – et de lui opposer un autre discours fondé sur la recherche d'une sécurité écosociale et démilitarisée à l'échelle européenne et mondiale.

Pour cela, en tant que gauche alternative et pacifiste radicale, nous ne pouvons pas non plus ignorer le débat sur les modèles de défense face à ceux qui nous accusent de ne pas proposer d'alternatives. En réalité, comme l'a récemment rappelé Jorge Riechmann (2025), dès les années 80, des contributions intéressantes et des débats animés ont eu lieu dans le cadre du mouvement pour la paix européen et également dans l'État espagnol sur ces questions.

Il s'agissait alors de répondre à l'escalade des armements et du nucléaire à l'échelle européenne, ainsi qu'à l'engagement du gouvernement de Felipe González en faveur du

maintien dans l'OTAN, qui a abouti à un référendum dont nous sommes sortis vaincus pour des raisons que nous avons pu rappeler dans d'autres travaux [4]. C'est dans ce but que nous avons eu l'occasion de réfléchir à des propositions de systèmes de dissuasion alternatifs de type défensif, et en aucun cas agressif, qui excluaient les armes de destruction massive et qui devaient privilégier les formes de résistance active et non-violente qui s'appuient sur l'auto-organisation populaire. C'est dans cette ligne que s'inscrivaient le modèle développé par Horst Afheld, mentionné par Riechmann dans son article, ainsi que d'autres modèles discutés lors des différentes journées d'études de la CEOP (Coordinadora Estatal de Organizaciones Pacifistas, Coordination nationale des organisations pacifistes), qui ont également bénéficié de la participation de spécialistes éminents, entre lesquels il convient de distinguer Johan Galtung, malheureusement décédé en février 2024.

À l'époque, on nous disait que nous n'avions rien à opposer à la course aux armements et à l'OTAN, mais en réalité, nous étions en train de construire une alternative en misant sur la dénucléarisation de l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, et sur le refus de l'alignement sur l'un des deux blocs, l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Nous n'avons pas gagné la bataille, mais une culture pacifiste et antimilitariste a perduré, qui a trouvé sa continuité dans le mouvement de refus de la conscription militaire, dans le « Non à la guerre en Irak » et dans différents centres de recherche et collectifs antimilitaristes et pour la paix et qui restent actifs dans différentes régions d'Europe et en Espagne et qui développent des propositions autour de ces questions et d'autres.

Aujourd'hui, dans un contexte différent mais plus dangereux, il nous appartient de relancer et d'actualiser ces débats et ces propositions afin de démontrer que nous avons bel et bien des solutions de rechange à proposer face à l'accélération de la catastrophe climatique, sociale et militariste dans laquelle nous entraîne le capitalisme du désastre, véritable menace pour la survie de la vie sur cette planète.

Il est évident que le pari sur des modèles alternatifs de défense est indissociable d'une mobilisation unitaire aussi large que possible aujourd'hui contre le plan de réarmement, pour la dissolution de l'OTAN et le démantèlement de toutes les bases militaires américaines sur ce continent, afin d'avancer vers une Europe décoloniale, dénucléarisée et disposée à faire la paix avec tous les peuples et avec cette planète.

**Jaime Pastor**

### *Références*

Arrighi, G. et Silver, B. J., éd. (2000) Chaos et ordre dans le système-monde moderne. Madrid : Akal.

Desnos, Gaëlle (2025) « Gilbert Achcar : « Pour un désarmement mondial synchronisé » », CQFT, 04.04.2025 :

<https://cqfd-journal.org/Pour-un-desarmement-mondial>

Jaén, Jesús (2025) « ¿A dónde va Europa ? Acerca del rearme y la defensa » (Où va l'Europe ? À propos du réarmement et de la défense), *Viento Sur*, 24/04,

<https://vientosur.info/a-donde-va-europa-acerca-del-rearme-y-la-defensa/>

Katz, Claudio (2025) « El desmadre programado que desborda a Trump » (Le chaos programmé qui submerge Trump), *Viento Sur*, 16/04, <https://vientosur.info/el-desmadre-programado-que-desborda-a-trump/>

Klein, Naomi et Taylor, Astra (2025) « L'essor du fascisme de la fin des temps », traduction française par ESSF, originellement publié sur le Guardian le 13/04, <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article74594>

Morozov, Evgeny (2025) « Los nuevos legisladores de Silicon Valley (Les nouveaux législateurs de la Silicon Valley) », sinpermiso, 12/04, <https://sinpermiso.info/textos/los-nuevos-legisladores-de-silicon-valley>

Richard, Hélène (2025) « La menace russe est-elle réelle ? », *Le Monde Diplomatique*, 354, avril, pp. 13-14.

Riechmann, Jorge (2025) « Por una defensa (auténticamente) no ofensiva. Sobre el rearme y militarización que propone la UE (Pour une défense (authentiquement) non offensive. À propos du réarmement et de la militarisation proposés par l'UE) », *Viento Sur*, 31/03/, <https://vientosur.info/por-una-defensa-autenticamente-no-ofensiva-sobre-el-rearme-y-militarizacion-que-propone-la-ue/>

Roberts, Michael (2025) « From welfare to warfare : military Keynesianism (Du bien-être à la guerre : le keynésianisme militaire) », 22/03, <https://thenextrecession.wordpress.com/2025/03/22/from-welfare-to-warfare-military-keynesianism/>

Velásquez, Diego (2025) « Desborde reaccionario del capitalismo : la hipótesis tecnofeudal Entrevista a Cédric Durand (Entretien avec Cédric Durand : Le débordement réactionnaire du capitalisme : l'hypothèse technoféodale) », *Nueva Sociedad*, janvier-février 2025, <https://nuso.org/articulo/315-desborde-reaccionario-del-capitalismo-la-hipotesis-tecnofeudal/>